

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne

Mâcon, le 29 mars 2013

Unité Territoriale de Saône-et-Loire

Nos réf. : ML/AMG/280313/0103  
Affaire suivie par : Marc LESCOUET  
marc.lescouet@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 03 85 21 85 00 – Fax : 03 85 21 85 10

**RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT  
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

**Objet :** SMET NORD EST 71 à Chagny  
Demande d'autorisation d'exploiter une installation de tri méthanisation compostage

**Réf. :** Transmission préfectorale du 29 novembre 2012

**PJ :** Plans et projet de prescriptions.

**1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR**

Par transmission du 07 juin 2012 complétée le 02 juillet 2012, le SMET NORD EST 71, a déposé un dossier de demande d'autorisation en vue d'exploiter une installation de tri méthanisation compostage destinée au traitement des ordures ménagères résiduelles des adhérents ou des clients du SMET Nord Est 71.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, 9 EPCI sont adhérents au SMET NORD EST 71, soit plus de 245 000 habitants et près de 60 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles.

Cette installation est dimensionnée pour traiter :

- tri-méthanisation : 80 400 t/an d'ordures ménagères résiduelles et de déchets industriels non dangereux avec un tonnage maximal de 7 400 tonnes/an de déchets industriels non dangereux (déchets organiques méthanisables non dangereux industriels ou agricoles).
- compostage : 8 000 t/an de déchets verts mélangés aux digestats issus de la méthanisation des ordures ménagères résiduelles pour produire 30 500 tonnes de compost conforme à la norme NF U 44-051. Il n'est pas prévu d'épandage du digestat.

En outre, l'installation de méthanisation permettra de fournir du biométhane (biogaz épuré) qu'il est prévu d'injecter dans le réseau GRT gaz situé en bordure de la voie d'accès à l'installation. La production moyenne de biogaz brut estimée est de 6 100 000 Nm<sup>3</sup>, soit une production moyenne de 16 715 Nm<sup>3</sup>/j.

### 1.1 - Le demandeur

**Raison sociale : SMET NORD EST 71**

**Forme juridique : Syndicat Mixte Communal**

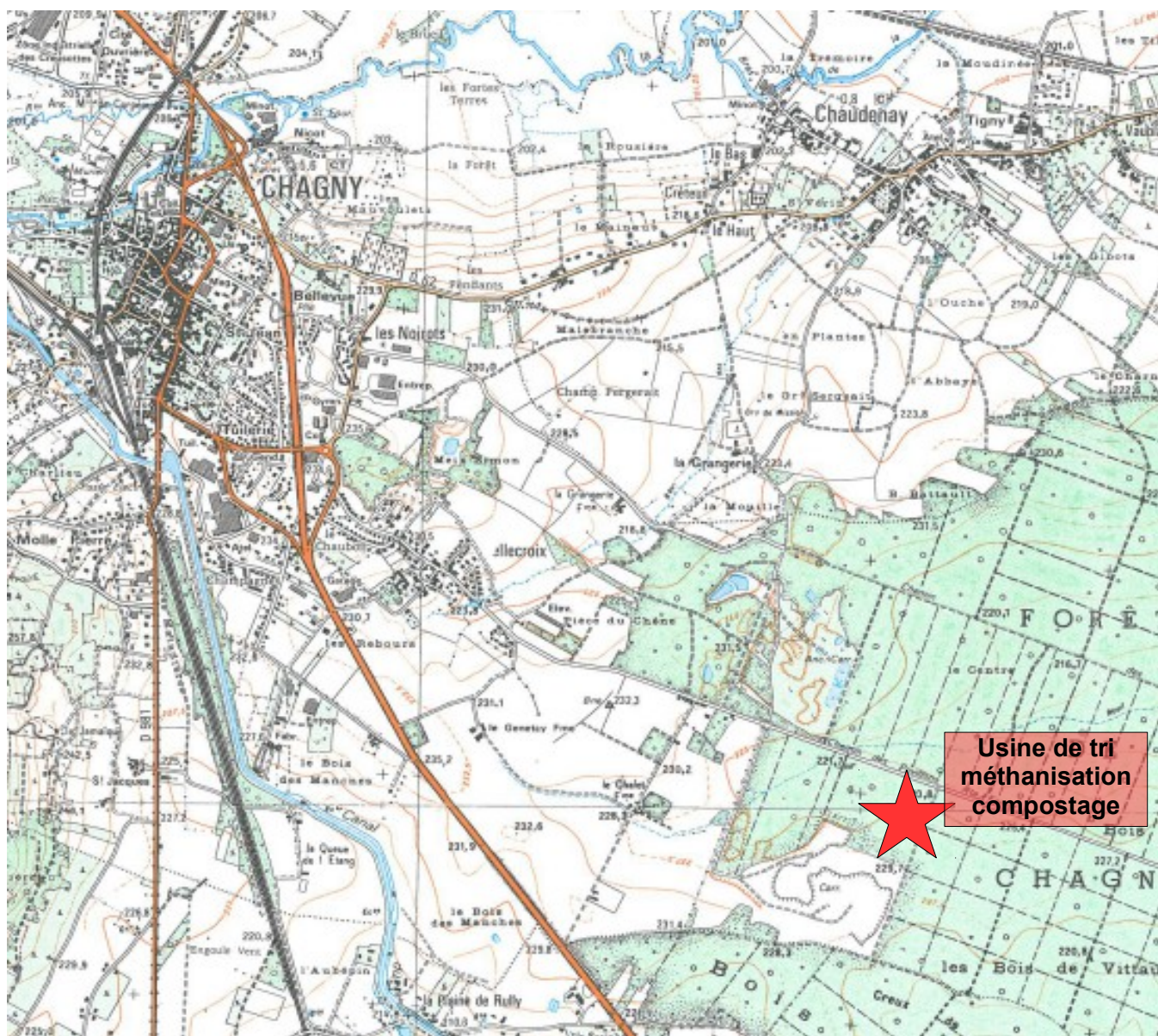
**Siège social et adresse du site : Route de Lessard le National – Lieu-dit « Sur les Bois » - 71150 CHAGNY**

**N° de SIRET : 257103 341 00026**

### 1.2 - Le site d'implantation

Le site sera implanté sur la commune de Chagny, à environ 4 km au Sud-Est du centre de la commune au lieu-dit « Sur les Bois ».

Le terrain d'implantation représente une surface d'environ 5 hectares, il se situe à proximité, d'une part, de l'installation de stockage de déchets non dangereux actuellement en exploitation et d'autre part, de la société TERREAL, fabricant de matériaux de construction en terre cuite à partir de la carrière in situ. Les parcelles situées à l'Ouest du site constituent une réserve foncière pour une éventuelle extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux.



### 1.3 - Classement

De l'examen du dossier, il ressort que l'établissement comporte les installations classables suivantes :

Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	(AS, A-SB, A, E, D, NC)	Situation administrative des installations (a,b,c,d,e)
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	2716 - 1	A	(d)
Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets.	2780 - 3	A	(d)
Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	2781 - 2	A	(d)
Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre législation	2782	A	(d)
Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (à l'exclusion des gaz visés explicitement par d'autres rubriques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. Pour les autres gaz : c) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	1411 - 2.c	D	(d)
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	2260 - 2.b	D	(d)
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	2713 - 2	D	(d)



Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	(AS, A-SB, A, E, D, NC)	Situation administrative des installations (a,b,c,d,e)
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	<b>1432</b>	<b>NC</b>	(d)
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	<b>1435</b>	<b>NC</b>	(d)
Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de).	<b>1611</b>	<b>NC</b>	(d)
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2	<b>2515</b>	<b>NC</b>	(d)
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	<b>2715</b>	<b>NC</b>	(d)
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771  A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes,	<b>2910 - A</b>	<b>NC</b>	(d)
Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques.	<b>2920</b>	<b>NC</b>	(d)

AS autorisation avec servitudes  
A-SB autorisation Seveso seuil bas  
A autorisation  
E enregistrement  
D déclaration  
DC déclaration et contrôle périodique  
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

Au vu des informations disponibles, les installations dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée**
- (e) Installations déjà exploitées, mais faisant l'objet d'une extension ou modification notable
- (f) Installations dont l'exploitation a cessé.

La portée de la demande concerne l'ensemble des installations.

#### **1.4 - Présentation des activités**

La méthanisation consiste en la dégradation de la matière organique en l'absence d'oxygène et à l'abri de la lumière. Cette technique conduit à la production de biogaz et de digestat.

Les installations comprendront :

- Unité de tri-méthanisation :

- un bâtiment de réception et de stockage des déchets,
- deux chaînes de préparation alimentant chacune un tube malaxeur de 750 m<sup>3</sup>,
- un bâtiment tri préparation en sortie des malaxeurs,
- deux digesteurs destinés à traiter la matière organique,
- un gazomètre à double membrane destiné à stocker temporairement le biogaz produit par les digesteurs,
- une unité de traitement et valorisation du biogaz comprenant trois étapes : compression, épuration et séchage du gaz puis envoi par canalisation vers un poste d'injection dans le réseau de transport de gaz naturel situé à proximité, en dehors des limites de l'installation,
- une chaudière alimentée en biogaz épuré (biométhane) destinée à produire la vapeur nécessaire au procédé,
- une torchère destinée à brûler l'excédent de biogaz.

- Unité de compostage :

- un bâtiment comportant une zone de stockage des déchets verts, une zone de stockage du digestat, une zone de broyage et de mélange, une zone de criblage, d'affinage et de stockage du compost,
- 6 tunnels fermés pour le dégazage du digestat, le séchage partiel du mélange et à son compostage,
- 6 tunnels fermés pour la maturation des déchets fermentés.

- Installation de traitement de l'air capté :

- flux n° 1 provenant du bâtiment de réception des déchets, des tubes malaxeurs, du bâtiment tri-préparation, des tunnels de maturation du compost, de la zone d'affinage du compost et du système d'épuration du biogaz, traité par un laveur/dépoussiéreur ;
- flux n° 2 provenant du bâtiment de méthanisation, des tunnels de compostage/dégazage et de la zone de mélange des digestats et du structurant, traité par un laveur acide à base d'acide sulfurique ;
- un biofiltre composé de trois sections remplies d'une composition à base de biomasse et dimensionné pour traiter 100 % des flux n° 1 et n° 2 captés.

- Un bâtiment d'exploitation et un bâtiment administratif

#### **1.5 - Inconvénients et moyens de prévention**

Les mesures proposées par l'exploitant pour supprimer, réduire ou compenser les nuisances et inconvénients du projet sont les suivantes :

*Faune, flore et équilibres biologiques* :

Le projet se situe dans une zone classée ZNIEFF de type II identifiée en tant que "forêt de Marlou, Chagny, Gergy et étangs de Chagny". Cette zone englobe une série de massifs forestiers et de plaines présentant un intérêt botanique et faunistique, les étangs contribuent fortement à la biodiversité en accueillant des espèces inféodées aux milieux aquatiques.

L'installation projetée se trouve dans des anciennes carrières d'argile, le caractère imperméable du sol entraîne la présence de mares ou fossés à eau libre plus ou moins permanente. Ces milieux humides sont favorables aux populations d'amphibiens protégés et d'intérêt patrimonial comme la

rainette verte, le triton palmé, le triton alpestre, le triton crêté, le crapaud calamite ou le sonneur à ventre jaune.

Des inventaires ont été conduits en 2007, 2011 et 2012 permettant d'établir une synthèse des espèces citées recensées sur la zone d'étude ainsi qu'une cartographie identifiant les enjeux.

Une autorisation de défrichement et une dérogation espèces protégées ont été délivrées le 13 novembre 2012 pour permettre le déplacement des espèces précitées dans des mares de substitution créées à proximité du site.

#### Intégration paysagère :

Le projet se situe en zone peu urbanisée, les limites du site sont au Nord et à l'Ouest des terrains boisés, à l'Est l'usine TERREAL et au Sud l'installation de stockage de déchets non dangereux.

La hauteur des bâtiments varie de 7 à 14 m environ, elle sera très proche de la hauteur du dôme de l'installation de stockage de déchets non dangereux voisine. L'installation entourée de boisement ne sera pas visible depuis la commune de Chagny.

La lisière de la forêt sera préservée en implantant le site derrière celle-ci afin de limiter l'impact visuel depuis la voie communale.

#### Consommation d'eau :

Les installations sont conçues pour limiter la consommation d'eau en privilégiant le recyclage des eaux pluviales de toiture et les eaux de procédé.

Il n'est pas prévu de prélèvement dans la nappe. Les appoints en eau se feront à partir du réseau communal lorsque la quantité d'eau pluviale sera insuffisante. La quantité d'eau nécessaire au procédé est estimée à 15 000 m<sup>3</sup>/an.

#### Rejets aqueux :

Les eaux pluviales de toiture et de voirie seront collectées pour être dirigées vers des bassins de rétention (bassin réserve d'eau d'incendie, bassin d'orage, bassin d'eau de process, cuve de stockage d'arrosage des espaces verts).

Après traitement au travers d'un séparateur/déshuileur, les eaux du bassin d'orage rejoindront un bassin de valorisation du biotope implanté à l'extérieur des installations.

Les eaux de procédé y compris les purges des laveurs du dispositif de traitement de l'air seront collectées dans une cuve, elles seront en totalité recyclées (humidification de la matière entrante dans les tubes malaxeurs, les digesteurs et du compost).

Les eaux vannes seront traitées dans une fosse équipée d'un filtre à laine de roche puis dirigées vers un bassin de collecte des eaux de voirie de l'entrée du site avant rejet au milieu naturel après passage par un séparateur/déshuileur.

#### Rejets dans l'air :

Les principales sources de rejet seront l'installation de traitement de l'air, la torchère en cas de surplus de biogaz ou de dysfonctionnement de l'installation de valorisation et la chaudière de production de vapeur.

Hormis le bâtiment de stockage du compost équipé d'une ventilation naturelle, l'ensemble des bâtiments sera mis en dépression et raccordé à une installation de traitement de l'air composée de deux laveurs (un pour l'abattement des poussières et l'autre pour l'abattement de la teneur en ammoniac) et d'un biofiltre (abattement de l'hydrogène sulfuré, des mercaptans et des amines).

Les rejets de la chaudière de faible puissance seront réduits, elle fonctionnera au biogaz épuré (biométhane).

La torchère est un organe de sécurité servant à protéger le gazomètre en brûlant l'excès de biogaz contenu dans celui-ci, son fonctionnement est asservi à un seuil de niveau haut. Afin de réduire la teneur en hydrogène sulfuré du biogaz produit et limiter l'émission de composés soufrés dans les gaz de combustion du biogaz, du chlorure ferreux sera injecté avec la matière entrante dans les digesteurs.

### Odeurs :

Les équipements cités dans le paragraphe précédent seront les principales sources d'odeurs, notamment le biofiltre.

L'étude de dispersion atmosphérique jointe au dossier montre que les niveaux d'odeurs des habitations les plus proches seront inférieurs aux objectifs fixés par la réglementation pour les installations de compostage (5 uoE/m<sup>3</sup> dans un rayon de 3 km 98 % du temps).

### Évaluation des risques sanitaires :

L'étude jointe au dossier dresse l'inventaire des sources d'émissions et de nuisances engendrées par les activités de l'installation et quantifie les émissions atmosphériques. Le principal risque identifié est l'inhalation.

Le risque a été calculé pour 16 composés traceurs dont le SO<sub>2</sub>, NOx, NH<sub>3</sub>, H<sub>2</sub>S, benzène, cadmium, mercure, plomb, nickel, ..., les résultats sont inférieurs aux seuils de référence y compris pour les personnes sensibles.

### Pollution des sols :

La réception, le stockage, le traitement des déchets se font dans des bâtiments couverts avec plancher étanche. Les zones de circulation sont imperméabilisées. L'ensemble des dispositions prévues permettent d'assurer la protection des sols et sous-sols vis-à-vis des pollutions chroniques ou accidentelles.

### Les déchets :

L'installation sera peu génératrice de déchets hormis ceux inhérents à l'activité de tri qui seront valorisés.

Les refus de tri seront stockés dans l'installation de stockage situé à proximité.

### Bruit :

La simulation acoustique jointe au dossier identifie et caractérise les diverses sources sonores des installations en périodes diurne et nocturne. Les résultats montrent pour les points retenus en limite de propriété et les deux points en zone à émergence réglementée des valeurs inférieures aux seuils réglementaires.

### Transport et approvisionnement :

L'accès au site s'effectuera par la voie communale qui relie les communes de Chagny à Lessard-le-National, cette voie dessert également l'usine TERREAL. L'axe de liaison principal est la RD 906 (ex RN6) dont le trafic moyen annuel en 2010 est d'environ 12 000 véhicules dont 15 % de poids lourds.

Le trafic routier engendré par la réception des déchets viendra, en partie en remplacement du trafic actuel généré par l'installation de stockage de déchets non dangereux. Ainsi, par rapport à la situation actuelle, la différence de trafic correspondra à l'apport des déchets des nouveaux adhérents, de l'expédition des déchets triés et du compost.

Le trafic généré est estimé à 168 mouvements par jour soit un impact global du site sur la RD 906 de 1,4 % du trafic tous véhicules confondus et 6 % de la part véhicules lourds.

A noter que le dossier évoque la possibilité de recourir au transport fluvial, transport alternatif figurant dans le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Saône-et-Loire pour les déchets en provenance du Sud du département.

Une étude sur le transport des déchets a débuté courant 2011 et n'était pas achevée au moment du dépôt de la demande, sa prise en compte dans l'étude d'impact n'a pas été retenue.

### Utilisation de l'énergie :

En fonctionnement normal, l'installation consommera uniquement de l'électricité, du gazole non routier pour l'alimentation des engins de manutention et du FOD pour l'alimentation de la chaudière de production de vapeur lors des phases de démarrage et du groupe électrogène de secours.

L'installation est destinée à produire de l'énergie grâce au biogaz épuré pour le fonctionnement de la chaudière précitée d'une part et principalement à son injection dans le réseau GRTgaz d'autre part.

## **1.6 - Risques et moyens de prévention**

### Risques extérieurs au site

Les activités industrielles les plus proches du site sont l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'usine de production de matériaux de construction en terre cuite TERREAL associée à une carrière d'argile. Les études de dangers de ces installations ne mettent pas en évidence de phénomènes dangereux pouvant avoir des effets sur l'installation de tri-méthanisation compostage.

### Phénomènes dangereux

L'étude des dangers identifie les risques principaux suivants :

- incendie lié à la présence de matières combustibles (ordures ménagères résiduelles, déchets végétaux, compost) et de gaz inflammable (méthaniseur, gazomètre, épuration),
- explosion et dispersion toxique liées à la présence de gaz inflammable (méthaniseur, gazomètre, épuration, chaudière).

L'analyse préliminaire des risques jointe à l'étude des dangers présente la synthèse des principaux événements redoutés identifiés susceptibles de générer des effets à l'extérieur du site ou des effets dominos sur les installations voisines.

17 événements redoutés ont été identifiés et ont donné lieu à une modélisation, notamment un départ de feu sur la plate-forme d'entreposage des OMR, dans la zone de réception des déchets végétaux ou du structurant ou du compost, la rupture de canalisation d'alimentation en digestat, la rupture hydraulique ou pneumatique du digesteur, l'éclatement d'un disque de rupture du digesteur, la fuite d'une canalisation de biogaz, la fuite à l'évent de la garde hydraulique du gazomètre, l'éclatement du gazomètre, la perte de confinement de la canalisation de biogaz, l'explosion de la chaufferie.

Certains de ces événements ont des effets au-delà de la clôture située au Sud de l'installation que constitue l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par le SMET NORD EST 71, tels que :

- la rupture pneumatique d'un digesteur : surpression de 50 mbar à 50 m (seuil des effets irréversibles) et 20 mbar à 120 m (bris de vitre) ;
- la formation d'une atmosphère explosive dans le digesteur : surpression 50 mbar à 75 m (seuil des effets irréversibles) et 20 mbar à 190 m (bris de vitre) ;
- l'éclatement du gazomètre : surpression de 50 mbar à 95 m (seuil des effets irréversibles) et 20 mbar à 180 m (bris de vitre) ;
- la perte de confinement au niveau du système d'épuration : surpression de 50 mbar à 65 m (seuil des effets irréversibles) et 20 mbar à 170 m (bris de vitre).

L'étude indique que les niveaux de surpression compris entre 20 mbar et 50 mbar ne sont pas de nature à endommager l'installation voisine.

L'estimation de l'intensité des phénomènes dangereux identifiés et la cartographie associée mettent en évidence qu'aucun phénomène dangereux n'a d'effet sur des zones dont l'exploitant n'a pas la maîtrise foncière ou sur des tiers.

### Moyens de prévention et de protection

Pour réduire les potentiels de dangers l'exploitant a prévu la mise en place :

- de formation du personnel sur les risques associés aux installations, de consignes d'exploitation et de sécurité,
- de la maintenance des installations associés à des visites et contrôles périodiques des équipements et des dispositifs de sécurité installés sur les matériels (soupapes, disques de rupture, vannes pilotées..),
- de détermination de zone à risque d'explosion avec utilisation d'équipements adaptés au zonage,



- de dispositifs de détection incendie reliés à la salle de contrôle (détection de flamme, de fumées ou de température) dans les zones présentant un risque incendie et de détection de présence de méthane (gazomètre),
- d'écrans thermiques (murs bétons) disposés dans les zones de stockage d'ordures ménagères résiduelles et de déchets verts.

La défense incendie sera assurée par :

- des RIA alimentés par la bache d'eau de process propre de 50 m<sup>3</sup>,
- des extincteurs,
- de 5 poteaux incendie alimentés par le bassin de réserve d'eau d'incendie d'un volume total de 690 m<sup>3</sup> avec un volume permanent de réserve de 240 m<sup>3</sup>.

Hormis ces équipements les bâtiments seront équipés de trappes de désenfumage.

En cas d'incendie, le confinement des eaux d'extinction est réalisé par l'intermédiaire d'un bassin de rétention de 510 m<sup>3</sup> permettant de collecter simultanément les volumes d'eaux d'incendie sur une durée de 2 heures et les eaux de pluie en cas d'événement pluvieux concomitant.

### **1.7 - Les conditions de remise en état proposées**

En cas de cessation d'activité, les déchets et produits dangereux seront évacués, les installations non réutilisables seront démantelées et le site sera remis en état pour un usage compatible avec la collecte, le traitement, l'élimination et à la valorisation des déchets conforme au plan local d'urbanisme applicable à la zone.

### **1.8 - Les garanties financières**

En application des dispositions des arrêtés ministériels du 31 mai 2012, fixant d'une part la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement et d'autre part relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, l'exploitant a proposé un montant de 934 021,36 euros.

Le montant est déterminé sur une méthode de calcul forfaitaire se fondant sur 6 paramètres :

- montant des mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation,
- montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange,
- montant relatif à la limitation des accès au site,
- montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement,
- montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent,
- indice d'actualisation des coûts et coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.

S'agissant d'une nouvelle installation le document attestant de la constitution des garanties financières devra être transmis au préfet avant la mise en activité des installations.

## **2. PROCEDURE ADMINISTRATIVE**

### **2.1 - Avis de l'autorité environnementale**

L'avis émis le 09 août 2012 porte sur la qualité de l'étude d'impact et l'étude des dangers ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Les principaux enjeux identifiés sont la biodiversité, les odeurs et le transport qu'elle considère bien pris en compte dans le dossier en proposant des mesures de réduction et de limitation des impacts.

## 2.2 - Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral n° 2012-233-0011 du 20 août 2012, l'enquête publique s'est déroulée du 17 septembre 2012 au 19 octobre 2012 inclus.

Au cours de cette enquête, plusieurs observations orales et écrites ont été recueillies par le commissaire enquêteur dont deux émanent d'associations de protection de l'environnement. Ces dernières en faveur de la méthanisation émettent un avis favorable au projet.

Les principales remarques ou commentaires concernent :

- de la part des riverains :
  - des problèmes d'odeurs liés à l'installation de stockage de déchets non dangereux avec un doute sur la réduction de ces nuisances avec la nouvelle installation mais également un espoir d'amélioration,
- de la part du SMEVOM SUD 71 :
  - le non respect de la réglementation européenne pour le compost, réglementation plus contraignante que la réglementation française,
  - un projet surdimensionné par rapport aux adhérents actuels, le SICTOM du Mâconnais et le SIRTOM de la Vallée de la Grosne représentant 20 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles,
  - un surcoût de 30 % d'investissement et de 50 % de fonctionnement par rapport aux prévisions du PEDMA ; un mode de calcul du coût de traitement à tonne erroné car le tonnage à prendre en compte devrait être 60 000 tonnes ( adhérents actuels),
  - un projet de transport fluvial au point mort ; un souci d'adéquation du projet avec les objectifs du PEDMA car l'adhésion des membres du SMEVOM SUD 71 provoquerait une augmentation des distances kilométriques,
- de la part du SICTOM du Mâconnais :
  - la décision, après dissolution du SMEVOM SUD 71, d'adhérer à un syndicat disposant des moyens de traitement respectant les préconisations du PEDMA. Le transport restant à la charge du SICTOM du Mâconnais ou de l'EPCI compétent en matière de collecte,
- de la part du SIRTOM de la Vallée de la Grosne
  - la décision de relancer fin 2012 un marché de traitement de 3 ans.

Dans son mémoire en réponse du 08 novembre 2012, l'exploitant a apporté les éléments de réponses aux quatre points formulés par le commissaire enquêteur, à savoir :

- un dossier de permis de construire a été redéposé avec suppression de toute référence à un ERP, la vocation de l'installation n'étant pas de recevoir du public de façon régulière et systématique,
- le diagnostic odeur réalisé au mois d'avril 2010 consistait en un jury de nez, la mesure ponctuelle réalisée ce jour-là en 13 points n'a pas fait apparaître d'odeurs. Toutefois des nuisances apparaissent ponctuellement au travers du fonctionnement de la centrale de cogénération qui participe à la valorisation du biogaz produit par l'installation de stockage. Un registre de plaintes via le réseau de Mairies environnantes est en place avec un système d'astreinte permettant d'intervenir rapidement.  
Le SMET prévoit également la mise en place d'un groupe d'échange régulier avec les résidents les plus proches ainsi que la réalisation d'un nouveau diagnostic olfactif intégrant l'impact des conditions météorologiques sur la dispersion des odeurs courant 2013.
- un regard sera installé sur la cuve enterrée de l'aire de dépotage commune au FOD, GNR, acide sulfurique et chlorure ferreux permettant de vérifier visuellement l'absence de produit et le risque de mélange dans la fosse de rétention. Une sonde de niveau confirmera que la fosse de rétention ne contient pas de produit.
- un séparateur/déshuileur sera positionné à la sortie de chacun des deux bassins d'orage.

Dans son rapport du 27 novembre 2012, M. Jean-Paul DARPIN, Commissaire Enquêteur, émet **un avis favorable** à la demande du SMET NORD EST 71.

### **2.3 - Consultation des conseils municipaux**

Le Conseil Municipal de CHAGNY, dans sa séance du 05 novembre 2012, émet un **avis favorable** sur ce dossier.

Le Conseil Municipal de CHAUDENAY, dans sa séance du 02 octobre 2012, émet un **avis favorable** sur le projet.

Le Conseil Municipal de LESSARD-LE-NATIONAL, dans sa séance du 08 octobre 2012, émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une installation de tri-méthanisation compostage.

Le Conseil Municipal de FONTAINES, dans sa séance du 22 octobre 2012, émet un **avis favorable** sur le projet assorti de la réserve suivante : *« Compte tenu de l'augmentation importante du trafic des camions qui sera générée par l'exploitation de cette unité de tri-méthanisation-compostage, le conseil municipal souhaite qu'une réflexion soit engagée pour que ces camions ne circulent pas sur la RD 906 aux heures de pointe. Il est en effet actuellement déjà très difficile, aux heures de pointe, pour les usagers venant de Fontaines par le RD 155, d'emprunter la RD 906 en direction de Chagny. »*

Le Conseil Municipal de RULLY, dans sa séance du 07 novembre 2012, émet un **avis réservé** sur ce dossier et formule les remarques suivantes :

*« Il n'appartient pas à la commune de Rully de juger de la pertinence d'une telle installation sur un plan global environnemental, en termes de production d'énergie et de distribution, en termes de rentabilité économique du projet, ni sur la qualité du compost produit.*

*Cependant, la commune de Rully exprime les plus grandes réserves quant aux nuisances olfactives qui pourraient résulter de la nouvelle installation ou de la non résolution des causes liées au fonctionnement actuel du centre. L'étude présentée est insuffisante (durée, vents dominants, localisation des prélèvements) pour décrire l'impact actuel et ne saurait servir de référence pour l'avenir. Aucune certitude n'existe quant à l'obtention avec la nouvelle installation d'une réduction suffisante de la production d'odeurs. En tout état de cause, un protocole de suivi des émissions olfactives avec des caractéristiques de localisation des prélèvements et de procédés suffisants, doit être mis en place, sans lequel nous ne pourrions nous prononcer. Le suivi des impacts sanitaires devra également être précisé. »*

Le Conseil Municipal de DEMIGNY, dans sa séance du 12 novembre 2012, émet un **avis favorable** sur ce projet.

### **2.4 - Avis des services administratifs**

#### **2.4.1 - Direction Départementale des Territoires**

Dans son courrier du 07 septembre 2012, la Direction Départementale des Territoires - Service Environnement indique que, après examen du dossier :

*« Je n'ai pas de remarques particulières à formuler :*

- au titre de la police de l'eau, les eaux de process sont recyclées, aucun rejet n'est prévu dans le milieu naturel,*
- la demande de défrichement est en cours d'instruction dans mes services,*
- aucune remarque en matière de risques,*
- au titre de la biodiversité, il convient de souligner que l'étude d'impact s'est surtout attachée aux amphibiens, ce site ayant déjà fait l'objet d'études,*
- l'installation est située en zone Uxd du plan local d'urbanisme de la commune de Chagny, zonage spécifique à cette activité (pas de projet d'urbanisation dans ce secteur, pas de nuisance aux tiers. »*

#### **2.4.2 - Service Interministériel de Défense et de Protection Civile**

Dans son courrier du 07 septembre 2012, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile fait part de l'avis suivant :

*« Après examen du dossier, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il existe sur le territoire de la commune de CHAGNY les risques suivants :*

- transports de matière dangereuses : proximité A6 - N6 ;*
- passage d'une canalisation GRT gaz;*

- commune inscrite dans l'atlas des zones inondables ;
- commune incluse dans le périmètre de l'atlas des zones viticoles présentant un risque d'érosion.

En conséquence, il conviendra de prendre en considération ces éléments, les autres risques inhérents à l'activité de la société font l'objet de dispositions afin de les prévenir ou d'en atténuer les conséquences éventuelles. »

### **2.4.3 - Institut National de l'Origine et de la Qualité**

Dans son courrier du 31 août 2012, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité **n'émet pas d'objection** à l'encontre de ce projet. Son avis est assorti des remarques suivantes :

« La commune de CHAGNY est incluse dans les aires géographiques des Signes d'Identification de l'Origine et de la Qualité suivants :

- AOC viticoles Régionales de Bourgogne
- AOC viticoles Rully 1<sup>er</sup> cru et Rully
- IGP Moutarde de Bourgogne, Emmental français Est-Central, Volailles de Bourgogne, Volailles du Charolais
- IGP viticole de Saône-et-Loire.

Les parcelles concernées par la demande sont exclues de toute aire délimitée et sont situées à plusieurs kilomètres des premières vignes en AOC sur la commune de Rully.

Suite à l'étude du dossier, il apparaît que tous les risques de pollution (air, sol et eau) sont maîtrisés et ne portent pas atteinte au vignoble ou aux superficies agricoles.

Aussi compte tenu de ces éléments, je vous informe que l'INAO n'émet pas d'objection à l'encontre de ce projet.»

### **2.4.4 - Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours**

Dans son rapport du 11 septembre 2012, la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours émet un AVIS FAVORABLE au projet, assorti des observations suivantes :

#### **« 1 – TEXTES APPLICABLES :**

Pour ce qui me concerne, le projet tel que présenté semble assujéti aux dispositions :

- du Code du Travail et plus particulièrement 4<sup>ème</sup> partie : santé et sécurité du travail, Livre II, Titre I, Chapitre VI, section I à IX,
- de la loi 76.663 modifiée du 19 juillet 1976.

#### **2 – OBSERVATIONS PARTICULIERES**

Nonobstant, les avis des services directement habilités à veiller à l'application de ces textes, j'estime qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :

##### 2.1 Aménagement des installations :

Disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.

##### 2.2 Conception – implantation – desserte :

Aménager les abords des bâtiments afin de permettre l'accès et une circulation aisées pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

##### 2.3 Défense incendie extérieure :

Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie (document technique D9) par un débit de 90 m<sup>3</sup>/h, par la présence de point d'eau tel que :

- soit, des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres, de 150 m maximum.

- soit, un tiers du débit par des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres, de 150 m maximum, complété par une réserve d'eau d'un minimum de 60 m<sup>3</sup>.

– soit, une réserve d'eau de 180 m<sup>3</sup> facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.

#### 2.4 Rétenion des eaux d'incendie et intempéries :

S'assurer que les eaux d'extinction seront collectées et évacuées vers un bassin de confinement suffisamment dimensionné. Une rétenion de 510 m<sup>3</sup> est nécessaire pour le site. (Cf document D9A de septembre 2001).

#### 2.5 Exercices – plan d'intervention

Afin d'organiser une visite en vu d'organiser un exercice avec les Sapeurs-Pompiers sur votre site et de travailler sur l'élaboration d'un plan d'intervention, je vous invite à prendre contact avec Monsieur le Chef de Centre du C.I.S. De Chagny 8 rue Pasteur 71150 CHAGNY. »

### **2.4.5 - Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne**

Dans son courrier du 17 août 2012, la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne fait savoir que ce dossier n'appelle aucune observation particulière de sa part et précise :

« Vous veillerez toutefois à ce que le futur arrêté d'autorisation d'exploiter rappelle la législation en vigueur sur les découvertes archéologiques fortuites (art. L. 531-14 et R. 531-8 du code du patrimoine) et mentionne tous les éléments nécessaires au calcul de la redevance archéologie préventive, conformément à la circulaire Ministère de l'Ecologie/Ministère de la Culture du 17 février 2006. »

### **2.4.6. - Conseil Général de Saône-et-Loire**

Dans son courrier du 06 septembre 2012, le Conseil Général de Saône-et-Loire fait savoir ;

« Vous sollicitez mon avis sur la compatibilité du projet d'installation d'une unité de tri-méthanisation, déposé par le SMET NORD EST 71, avec le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Saône-et-Loire (PEDMA 71).

Le scénario de traitement des ordures ménagères retenu dans le PEDMA 71 prévoit la création d'une usine de tri-méthanisation sur le bassin Est, dotée d'une capacité de 73 000 tonnes, pouvant être majorée de 20 % afin d'accueillir des déchets industriels banals fermentescible.

Après analyse du document transmis, les éléments décrits dans le projet du SMET, notamment ceux relatifs au mode de traitement retenu, au dimensionnement de l'installation et à l'origine et au type de déchets acceptés, répondent parfaitement aux orientations définies dans le plan départemental.

Je vous informe enfin que, conformément à sa décision du 21 juin 2012, l'assemblée départementale a décidé à l'unanimité de ses membres d'accorder une subvention exceptionnelle de 2 millions d'euros au SMET pour contribuer à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. »

### **2.4.7. Agence Régionale de Santé**

Dans son courrier du 02 août 2012, l'Agence Régionale de Santé Bourgogne – Délégation Territoriale de Saône-et-Loire émet un avis favorable à cette demande, assorti des remarques suivantes :

#### **« QUALITE DE L'ETUDE d'IMPACT et PRECONISATIONS :**

##### **Alimentation en eau potable**

Je rappelle que la ville de Chagny dispose de captages d'eau potable qui font l'objet de périmètres de protection.

Le site n'est pas affecté par ces périmètres.

##### **Bruit :**

Je prends bonne note que les émergences calculées par modélisation sont déterminées comme conformes en zone à émergence réglementée partant de calculs théoriques de puissances acoustiques.

Le bureau d'études prévoit des mesures compensatoires en cas de dépassement, d'autant que les matériels fonctionnent de façon permanente.

Les résultats attendus devront être vérifiés par une campagne de mesures après mise en service.

Les isolations phoniques nécessaires seront, en cas de dépassements d'émergences réglementaires rapidement réalisés.

**Étude sanitaire :**

*Celle-ci est proportionnée aux risques, complète et développée.*

*Elle s'appuie sur une hypothèse majorante qui conclut à acceptabilité du risque sanitaire tant pour les effets à seuil, que cancérigènes.*

**Protection du réseau d'eau potable :**

*Le réseau d'eau potable sera protégé par un système de disconnexion. S'il s'agit d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable, ce dispositif devra faire l'objet d'un contrôle annuel.*

**Odeurs :**

*Les odeurs du site devront être limitées. Je mentionne à ce sujet qu'une modélisation de la dispersion ne montre pas d'effet pour le voisinage.*

*L'exploitant prend les mesures nécessaires à la limitation des odeurs, y compris en cas de panne, par la mise en place d'un groupe électrogène de secours et par le doublement des ventilateurs des laveurs.*

*En cas d'usage, ces matériels ne devront pas générer de nuisances sonores supplémentaires. »*

**3. REGLEMENTATION APPLICABLE (principaux textes)**

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation - Protection contre la foudre
10/10/09	Arrêté ministériel du 10 octobre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement
22/04/08	Arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement
29/09/05	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets des installations classées soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

**4. ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Sur les observations émises au cours de l'enquête publique le projet de prescriptions fixe la tenue d'un registre relatif aux plaintes olfactives (article 3.1.4), des valeurs limites en concentrations et en flux de l'installation de traitement de l'air sur les paramètres H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub> (article 3.2.4.2) et des valeurs limites d'odeurs, notamment au niveau du biofiltre (article 3.2.5).

Avis émis pendant la procédure	Observations	Propositions de l'inspection des installations classées
DDT SIDPC INAO	Voir énumération aux points 2.4.1, 2.4.2, 2.4.3 ci-dessus	/
DRAC	Voir énumération au point 2.4.5	Disposition prévue à l'article 1.1.1 du projet de prescriptions



Avis émis pendant la procédure	Observations	Propositions de l'inspection des installations classées
<b>ARS</b>	Voir énumération au point 2.4.7	Dispositions prévues aux articles 4.1.2 et 6.2 du projet de prescriptions
<b>SDIS</b>	Voir énumération au point 2.4.4 ci-dessus	Dispositions prévues aux articles 1.3, 7.2.3, 7.2.4 et 7.4 du projet de prescriptions

L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à cette demande au vu :

- de sa compatibilité avec le PEDMA vis à vis du scénario de traitement proposé et du dimensionnement de l'installation,
- de l'autorisation de défrichement et de la dérogation relative à l'interdiction de transport, destruction de spécimens et destruction d'habitats d'espèces animales protégées,
- des moyens de prévention mis en place relatifs à la limitation de consommation d'eau et aux rejets de toute nature, notamment des rejets atmosphériques,
- des mesures de maîtrise des risques et des moyens de prévention mis en place, notamment l'enfouissement de la canalisation de biométhane,
- du choix d'injecter le biométhane produit par l'installation de méthanisation dans le réseau de transport GRT gaz situé en bordure de l'installation.

## 5. CONCLUSION

Au regard des dispositions qui seront prises par l'industriel, concourant à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement et sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport, qui tiennent compte des différents avis formulés, nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par le SMET NORD EST 71.

<b>Rédacteur :</b> Le Chargé de mission  <i><b>signé</b></i> M. LESCOUET	<b>Vérificateur :</b> Le Chef de subdivision  <i><b>signé</b></i> N. GUERIN	<b>Approbateur :</b> Pour la Directrice et par délégation, Le Responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire  <i><b>signé</b></i> P. CHEMIN
--	---	---